

Pour diffusion immédiate  
Le jeudi 31 janvier 2002

## COMMUNIQUÉ

### *Il est grand temps de s'occuper d'avantage du « social » dans le dossier de « l'union sociale »*

**Montréal** – Au cours des dix dernières années, le Québec a introduit plusieurs réformes qui font de cette province un laboratoire des plus prometteurs en matière de politiques sociales. C'est pourquoi la décision d'adopter l'Entente-cadre sur l'union sociale (ECUS) sans le Québec fut une erreur qui a privé le Canada d'une expertise originale et novatrice, affirme Yves Vaillancourt, professeur à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), dans une étude publiée aujourd'hui par l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP).

Dans « Le modèle québécois de politiques sociales et ses interfaces avec l'union sociale canadienne », Yves Vaillancourt examine le dossier de l'union sociale canadienne à partir d'une fenêtre québécoise en mettant d'abord l'accent sur la dimension sociale (les politiques sociales), puis sur les interfaces entre les dimensions sociale et intergouvernementale (l'union).

Après avoir passé en revue cinq domaines où Québec a fait preuve d'innovation, Vaillancourt affirme que ce qui rend son expertise particulièrement intéressante et importante pour le reste du pays, c'est que l'économie sociale y est officiellement reconnue et soutenue par l'État. Les réformes québécoises des dix dernières années montrent qu'il existe d'autres alternatives au modèle providentialiste des années d'après-guerre et au modèle néolibéral en vogue présentement, et qu'il est possible d'emprunter une nouvelle voie progressiste, dite « solidaire et démocratique ».

Toutefois, si le Québec demeure isolé, son modèle unique de développement social ne tardera pas à manquer d'oxygène et à déperir. Il a aussi besoin d'être questionné et enrichi par les innovations sociales développées dans d'autres régions du Canada, constate Vaillancourt. Pareillement, les gouvernements, individus et groupes dans le reste du Canada ont intérêt à mieux connaître les innovations en cours au Québec afin d'enrichir leurs propres plans de réformes.

En raison des circonstances entourant sa signature, tout autant que de son contenu, l'ECUS s'apparente à une coquille vide qui a eu peu d'effet sur l'évolution des politiques sociales au Québec et au Canada. En cette période de reconfiguration des politiques sociales, conclut-il, le Québec et le reste du Canada ont intérêt à trouver de meilleures façons de travailler ensemble. Le dossier de l'union sociale doit être relancé, mais sur de nouvelles bases.

« Le modèle québécois de politiques sociales et ses interfaces avec l'union sociale canadienne » est le plus récent cahier *Enjeux publics* à paraître dans le programme de recherche de l'IRPP sur l'union sociale. L'étude est maintenant disponible, en format Adobe (.pdf), sur le site Web de l'Institut au <http://www.irpp.org>. Pour accéder au document, vous n'avez qu'à cliquer sur l'icône "Quoi de neuf" de la page d'accueil.

Pour d'autres précisions ou pour obtenir une entrevue avec l'auteur, prière de communiquer avec l'IRPP.

Veillez noter que vous pouvez maintenant recevoir les avis et communiqués de l'IRPP par courriel en vous abonnant à notre service de distribution électronique – pour ce faire, rendez-vous à la « Salle des nouvelles » sur notre site Web.

Fondé en 1972, l'IRPP est un organisme canadien, indépendant et sans but lucratif qui cherche à améliorer les politiques publiques canadiennes en encourageant la recherche, en mettant de l'avant de nouvelles perspectives et en suscitant des débats qui contribueront au processus décisionnel en matière de politiques publiques et qui rehausseront la qualité des décisions que prennent les gouvernements, les citoyens, les institutions et les organismes canadiens.

- 30 -

Renseignements :      SÁNG TRAN-QUANG      (514) 985-2461  
                                 Agente de liaisons médias      [stranquang@irpp.org](mailto:stranquang@irpp.org)  
                                 IRPP